

Venezuela, « le socialisme du XXI^e siècle »

Quelques rappels historiques : Hugo Chavez a dirigé le Venezuela de 1999 à 2013, année de sa mort. Il a voulu mettre en place « le socialisme du XXI^e siècle » dans le contexte de la « révolution bolivarienne ». Sa politique s'est accompagnée de nationalisations, de captation des ressources, de violences et de violations des droits civiques. En 2015, la proportion de Vénézuélien vivant sous le seuil de pauvreté était de 76% contre 60% en 1999. Le pays manque de biens de consommation courante et les pénuries sont de plus en plus importantes.

Entretien avec Angel Alvarado, député de Petare (la plus grande favela du monde, environ 800 000 habitants).

Angel Alvarado est député à l'Assemblée nationale pour la circonscription de Petare. Il est économiste et a une maîtrise en statistique. Il a 36 ans et il travaille depuis 10 ans pour les nécessiteux, à Petare. Il mène des activités de promotion sociales et de défense de la sécurité publique.

Pourquoi Henrique Capriles a-t-il été déclaré inéligible ?

Les raisons sont principalement politiques. Il est le principal chef de l'opposition et il est très apprécié dans l'opinion : il est premier dans les sondages.

Le contrôleur général de la République a utilisé une supposée irrégularité administrative pour lui mettre une amende et le rendre inéligible. Or, cela ne peut être fait sans un jugement signé par un tribunal pénal, ce qui est pour l'instant inexistant. C'est un procédé vicié et nul. D'autant que le contrôleur général est le parrain de la première dame et agit toujours pour des raisons politiques. Des gants de velours avec le gouvernement, mais une main de fer avec l'opposition. Le gouvernement de Maduro a été classé comme le plus corrompu du continent par l'indice de transparence d'Amnistie International.

Comment sont organisées les manifestations contre le gouvernement ?

Les protestations se déroulent dans tout le pays. La nouveauté est qu'elles se produisent aussi dorénavant dans des zones qui étaient jusque-là politiquement contrôlées par Maduro.

Le gouvernement a très fortement réprimé les manifestations de masse qui se tiennent à Caracas et dans les grandes villes, tuant au moins trois personnes (deux abattues et une asphyxiée). Ils utilisent des gaz lacrymogènes viciés qui, dans certains cas, sont lancés à partir d'hélicoptères. Les bombes lacrymogènes sont également lancées sur les appartements et les hôpitaux. Le gouvernement ne semble pas vouloir reconnaître le droit de manifester. Ils ont perdu le soutien populaire et ils ont peur des gens qui protestent dans les rues.

Les opposants politiques sont-ils emprisonnés ? Y a-t-il des prisons du gouvernement ?

Oui, les opposants politiques sont régulièrement emprisonnés. Le cas le plus emblématique est celui de Leopoldo López, emprisonné après des manifestations en 2014. On a également emprisonné le maire de Caracas, Antonio Ledezma, et les députés Gilber Caro et Renzo Prieto. Il y a également plus de 100 militants qui sont détenus en prison et qui sont soumis à des traitements inhumains et de la torture.

Quel est l'état des libertés publiques au Venezuela ?

Il n'y a plus de libertés publiques. Le gouvernement a fermé les voix critiques. Il a fermé les chaînes internationales CNN et NTN24. Les médias sont censurés, ou bien s'autocensurent. Cela inclut également les canaux de diffusion qui transitent par YouTube, que le gouvernement a fermé la semaine dernière.

Nicolas Maduro ne croit pas aux libertés publiques, surtout lorsque cela menace l'exercice de son pouvoir.

Quelle est la situation économique du pays ? Y a-t-il encore des pénuries alimentaires ?

Le Venezuela était le pays le plus riche de la région. Aujourd'hui, la pauvreté atteint des sommets. Chavez a laissé un pays endetté. Il a multiplié la dette par 7. À cela, s'ajoutent les expropriations de plus de 1 400 entreprises et de plus de 4 millions d'hectares de terre, afin de bâtir le socialisme du XXI^e siècle, ainsi que le contrôle des prix. La conséquence c'est l'arrivée de disette et la difficulté de se nourrir. Seuls 50% des Vénézuéliens arrivent à manger deux fois par jour et la moitié de la population a maigri d'environ 9 kilos l'année dernière. L'inflation est de 700% et la pauvreté touche plus de 80% de la population.

Ce pays qui était riche est aujourd'hui complètement ruiné.

Qui soutient Nicolas Maduro ? Les gens des favelas ? Les gens de Caracas ?

À l'heure actuelle, Maduro est soutenu par moins de 20% de la population. C'est surtout dans les États de Llaneros. Cependant, ce soutien s'effrite jour après jour. Dans les favelas de Caracas, il n'a pas gagné un seul député aux élections de décembre 2015.

Est-ce que Nicolas Maduro peut perdre le pouvoir en 2018 ? (Élections).

Il va le perdre ! Maduro a perdu toutes les élections, raison pour laquelle il a bloqué l'année dernière le référendum qui devait le révoquer.

Quel est le rôle de l'armée dans le fonctionnement du régime ?

Les forces armées sont l'un des piliers du régime. Pour ce faire, elles ont été impliquées dans un réseau de corruption qui comprend les activités de pétrole. Ces hommes s'enrichissent par la vente du pétrole et ont donc intérêt au maintien du régime.

Est-ce que Cuba intervient toujours dans la vie politique du Venezuela ?

Cuba est constamment présent dans l'imaginaire politique et le fonctionnement du régime. C'est le modèle cubain que Chavez et Maduro tentent d'imposer : un socialisme marxiste totalitaire.

Quelques remarques d'analyse

Cuba, Venezuela, Bolivie, trois pays où sévit encore l'idéologie socialiste et où les peuples sont maltraités. Nous retrouvons ici tous les ingrédients classiques des gouvernements socialistes : dirigisme économique et planification qui engendrent la pénurie et la hausse des prix (marché noir), vol et expropriation, ce qui crée de la pauvreté (fuite des capitaux et des entrepreneurs), corruption (détournement de la rente pétrolière), violence, suppression des libertés publiques, arrestation des opposants et torture. La justice et le droit sont détournés au profit du gouvernement. Cela conserve l'apparence de la légalité alors que nous sommes dans le détournement du droit.

C'est la classique route de la servitude, que Friedrich Hayek a très bien démontrée. La question qui se pose toujours est comment un peuple peut amener ce type de régime au pouvoir, et pourquoi ne se révolte-t-il pas contre lui ? En dépit de tout ce que l'on sait sur Cuba, le régime des Castro dure toujours depuis 1959. Et il n'est pas sûr que Nicolas Maduro soit chassé en 2018.

C'est là le mystère de la servitude volontaire, très bien décrite par Étienne de la Boétie. Les dictateurs ne se maintiennent au pouvoir que parce que des gens, en dessous d'eux, acceptent cette dictature et obéissent aux ordres.

Cela peut nous surprendre, mais, en France, le candidat qui soutient Maduro et Chavez est crédité de bons votes dimanche prochain. Qui s'offusque qu'à l'élection présidentielle française, en 2017,

un siècle après la prise du pouvoir par les Bolchéviks, trois candidats se réclament ouvertement de cette idéologie mortifère ? Quels sont les maires qui leur ont donné leur parrainage ? Ne connaissent-ils rien à l'histoire ces élus de la nation ?

Cela touche aussi à l'un des mystères de la vie politique d'Amérique latine qui, depuis l'époque des indépendances, dans les années 1800, alternent entre révolutions, dictatures militaires, coups d'État et oppressions. Mexique (où sévit une guerre civile qui a fait environ 100 000 morts), Amérique centrale (Nicaragua, Guatemala), Cuba, Venezuela, Colombie, Bolivie, Pérou (où une dynastie de corrompus a ruiné le pays), Argentine (grande puissance économique dans les années 1930, ruinée par le péronisme), Chili (Allende), Brésil... La liste est longue de ces pays façonnés par les Européens, peuplés de descendants d'Européens, riches de matières premières et de possibilités et qui pourtant n'arrivent pas à porter la liberté comme valeur politique et semblent condamnés à subir les populismes et les dictatures. Les peuples en souffrent, certes, mais ils ont aussi leur part de responsabilité dans l'avènement de ces régimes et leur maintien.

Point de situation (mercredi 19 avril)

Nous écrivons ces lignes le mercredi 19 avril, alors que la situation se tend de plus en plus à Caracas. Ce mercredi s'est tenue une immense manifestation menée par l'opposition dans les rues de Caracas, afin de demander à Nicolas Maduro de rétablir les droits du Parlement (où l'opposition est majoritaire) et les libertés publiques. Dans le même temps, les partisans de Maduro ont organisé une contre-manifestation pour empêcher l'opposition d'atteindre le centre-ville.

Le Président Maduro a annoncé avoir débloqué un budget pour créer une milice armée de 500 000 hommes afin de résister à l'opposition : « Le budget pour les fusils a été approuvé » a-t-il dit dans une intervention publique le 18 avril. « Ce n'est pas le temps de l'hésitation. C'est le temps de la révolution. Ce n'est pas le temps de la trahison, c'est le temps de la fidélité ». À quoi servent les fusils de cette « milice nationale bolivarienne » ? Surement pas à tirer sur les mouettes de Caracas. Depuis le début de la crise, on dénombre au moins six personnes tuées par balle parmi les manifestants. Onze pays d'Amérique latine, dont le Brésil, l'Argentine et le Chili, ont demandé au Venezuela de respecter les droits de l'opposition.

Question : est-ce que les journalistes de France 2 vont demander ce jeudi soir à Jean-Luc Mélenchon, qui souhaite intégrer l'alliance bolivarienne, ce qu'il pense de la politique menée par

Maduro ?

Une vidéo sur Petare.

<https://www.youtube.com/watch?v=9u4lxcvIU8o>

et un film un peu plus long (8 mn) :

<https://www.youtube.com/watch?v=9H8V0aNf7gs>